

# L'Europe face à « la crise de notre temps »<sup>(1)</sup>

Par  
Henri Wilno\*

Durant l'année 1930, le président des Etats-Unis, Herbert Hoover, aimait à déclarer que la reprise était « *au coin de la rue* ». Durant la crise actuelle et plus particulièrement en Europe, on ne compte plus les déclarations de dirigeants (Nicolas Sarkozy en était spécialiste) annonçant périodiquement soit la fin de la crise, soit plus prudemment, par exemple après un sommet européen, que l'on est désormais sur la bonne voie (2).

La situation des mois de juin et de juillet 2012 montre, s'il en était besoin, qu'il n'en est rien. Après tant de sommets européens présentés comme décisifs et salvateurs, la crise bancaire espagnole combinée avec la situation de la Grèce marque une nouvelle étape de la crise financière en Europe.

A n'importe quel moment, dans la zone Euro peut désormais se produire une accélération des événements débouchant sur un ébranlement fort de la monnaie unique et une crise bancaire en tache d'huile. Dans ce contexte, il est particulièrement intéressant de se pencher sur les trajectoires possibles de la construction européenne. En effet, si la crise peut conduire à des soubresauts politiques, elle ne remet pas en cause l'existence et les frontières des États américain ou chinois. Par contre, le proto-État (3) que constitue l'Union européenne, ou du moins, son noyau dur que constitue la zone Euro, est susceptible d'être fortement ébranlé.

## La crise économique ne se réduit pas à la crise européenne

Une vision erronée de la situation tend à prévaloir chez certains économistes et journalistes : la phase actuelle de la crise serait liée aux difficultés financières de la zone Euro et que ce serait celles-ci qui mettraient en péril l'ensemble de l'économie mondiale. Le titre d'un article du *Monde* daté du 12 juin dernier : « *Le monde entier en veut à la zone Euro* » reflète cette croyance. L'article



lui-même est plus nuancé dans son contenu et souligne que certains dirigeants, notamment ceux du Royaume-Uni et l'Américain Barack Obama, trouvent commode de rejeter sur l'Europe la responsabilité de la mauvaise conjoncture de leur pays. A l'instar du chancelier de l'Échiquier (ministre des Finances) britannique, George Osborne, énonçant dans le *Sunday Telegraph* du 10 juin : « *La crise à nos portes est en train de tuer notre reprise, déjà malmenée par les vents contraires des prix du pétrole élevés et du fardeau de la dette.* »

Il ne fait pas de doute que la situation de la zone Euro amplifie la crise mais celle-ci est loin de se résumer à cela. En fait, comme le souligne Alex Callinicos dans l'article précité sur « *La crise de notre temps* », il y a trois dimensions derrière la situation actuelle :

- la faiblesse de la croissance aux États-Unis et en Europe comme indice que les causes initiales de la crise n'ont pas été surmontées : poids des dettes accumulées, incertitudes sur le bilan des banques qui entretiennent la méfiance, compression de la demande salariale ;
- la paralysie des principales classes dominantes des pays occidentaux déchirées par

leurs divisions : républicains ultralibéraux contre démocrates aux USA, divisions entre pays en Europe ;

- la fin de l'illusion selon laquelle les économies émergentes, et notamment la Chine, pouvaient venir à la rescousse des économies de l'OCDE.

Les incertitudes sur la croissance mondiale ont été confirmées par les nouvelles

\* Henri Wilno, économiste, est membre du Nouveau parti anticapitaliste (NPA, France) et militant de la IV<sup>e</sup> Internationale.

1. Cette expression est empruntée à Alex Callinicos, « *The crisis of our time* », que l'on peut trouver sur le site du magazine sud-africain *Amandla* ! : <http://www.amandlapublishers.co.za/spécial-features/global-financial-crisis/925-the-crisis-of-our-time-by-alex-callinicos>

2. François Hollande s'est ainsi targué des résultats du sommet des 28-29, juin pour revenir sur des rares engagements de sa campagne et engager le processus de ratification du traité budgétaire européen.

3. L'Union européenne (UE) avec son Parlement, sa Cour de justice des Communautés européennes et ses autres organes (Commission, etc.), possède seulement une partie des attributs d'un État. L'UE peut être considérée comme une entité politique en voie d'émergence, susceptible de devenir à terme un nouvel État.

# Crise du capitalisme

prévisions du FMI publiées à la mi-juillet. Le FMI note ainsi que « *la reprise de l'économie mondiale, qui n'était déjà pas vigoureuse, a de nouveaux montré des signes de faiblesse* » (4).

La crise économique ne se réduit donc pas à la crise européenne. Cependant, l'Europe apparaît bien comme un maillon faible dans la configuration du capitalisme actuel. La zone Euro connaît en effet la croissance la plus calamiteuse de toutes les grandes zones économiques (-0,3 % en 2012, +0,7 % en 2013 d'après les prévisions du FMI) et sa récession en 2012, par le biais du ralentissement de ses importations, affaiblit le commerce mondial et donc l'activité des autres pays. On pourrait ajouter que sa crise financière (situation des banques, dettes publiques) accroît l'incertitude mondiale.

## Une crise structurelle de la zone Euro

Au-delà des péripéties des sommets européens et des positions des acteurs (l'Allemagne dans le rôle du « méchant »), Michel Husson, dans son étude *Économie politique du « système-euro »*, analyse la crise actuelle de la zone Euro au regard de ses contradictions structurelles. Au risque d'être schématique, son raisonnement peut être résumé en trois points :

❶ Contrairement à ce qui est couramment affirmé, les salaires des pays du Sud de l'Europe n'ont pas dérapé durant la dernière période. Par contre, ces pays ont perdu en compétitivité du fait d'une inflation élevée d'ordre structurel. Celle-ci renvoie au processus de rattrapage (croissance plus rapide), au mode de formation des salaires dans les services et à ce qui est qualifié dans son texte de « *conflit de répartition* » lié aux inégalités de revenus.

4. « *Mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale : Après de nouveaux contretemps, des mesures supplémentaires s'imposent* », <http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/weo/2012/update/02/pdf/0712.pdf>

5. « *Bien sûr, vouloir unifier le marché des douze vieux pays, sans en avoir esquissé la cohérence, cela peut coûter cher ; bien sûr, on ne peut pas fonder l'ordre sur le désordre sans accepter de grands dégâts ; bien sûr la méthode parfaitement irrationnelle, quasiment surréaliste, que nous empruntons, couvre d'une imposture le mot "Europe" comme projet* ». Michel Albert & Jean Boissonnat, « *Crise, krach, boom* », Le Seuil, 1988.

6. Léon Trotsky, « *Le programme de la Paix* », mai 1917. Dans ce texte, Trotsky examine les suites possibles des différentes issues de la guerre (victoire allemande, « *partie nulle* »...).

7. « *C'est tenable avec davantage de sauvagerie sociale* », remarque l'économiste français Jean-Paul Fitoussi à propos de la situation économique espagnole dans *Le Monde* du 1er juin 2012 (« *La voie étroite de l'Espagne pour s'en sortir seule* »).

❷ Les premières années de l'euro ont permis aux pays du Sud de bénéficier de taux d'intérêt réels (c'est-à-dire compte tenu de l'inflation) faibles (plus que ceux des pays du Nord) et de la possibilité de déficits extérieurs « *sans risques* ». La situation s'est retournée avec :

● la politique de compression salariale en Allemagne impulsée par le gouvernement Schroeder (réformes Hartz) qui a amélioré la compétitivité allemande et donc réduit fortement celles des partenaires.

● la crise et les politiques menées pour y faire face, qui ont augmenté les déficits publics, le taux d'endettement des États et ont vu la réapparition de contraintes extérieures par le biais des taux d'intérêt à acquitter par les États pour se refinancer.

❸ Résoudre le problème de la dette ne réglerait pas les difficultés structurelles résultant de l'hétérogénéité des pays de la zone et de l'absence des moyens suffisamment conséquents pour une politique de convergence (faiblesse du budget communautaire, etc.).

Ces trois éléments sont particulièrement pertinents. Nous voyons en ce moment se dérouler les conséquences du virage néolibéral de la construction européenne. L'Union européenne a toujours été dans sa conception même un projet d'intégration capitaliste mais son évolution a épousé le passage des politiques économiques du « *keynésianisme* » au mode néolibéral de régulation économique. On peut dater cette inflexion de l'Acte unique européen, signé en 1986 et entré en vigueur en 1987, dont les économistes Michel Albert et Jean Boissonnat ont su bien résumer l'inspiration en écrivant que son hypothèse de base était qu'un « *nouvel ordre naîtra du désordre* » (5).

## « Convertir le trust impérialiste en fédération démocratique européenne » ?

Il y a cependant matière à discussion autour des conclusions que Michel Husson tire de cette analyse quant à la trajectoire potentielle de l'UE. On sent des hésitations à la lecture du texte. Michel Husson énonce dans son premier paragraphe qu'il « *n'existe que deux issues apportant une réponse adaptée à la nature structurelle de la crise européenne : soit l'éclatement du système-euro, soit sa refondation radicale. Les autres se bornent à étaler les contradictions dans le temps ou à programmer une régression socialement inacceptable* ». A la fin du texte, il précise : « *la seule voie cohérente est celle de l'harmonisation coopérative. Elle repose sur un budget européen alimenté par un impôt unifié sur les revenus du capital qui*

*financerait les transferts nécessaires (fonds d'harmonisation) et les investissements socialement et écologiquement utiles.* » Il rappelle justement que la variante « *douce* » des politiques dominantes (à la Hollande) prolonge la situation actuelle et conduit à des décennies d'ajustement imposées aux peuples européens. Tout à la fin apparaît une variante fondée sur une rupture nationale mais non nationaliste avec le capitalisme néolibéral (avec une référence au programme avancé par Syriza lors des élections grecques de 2012).

Ces hésitations traduisent la complexité de la situation et aussi le fait que des internationalistes, pour conscients qu'ils puissent être de l'impasse de la zone Euro, sont tout à fait légitimement réticents à paraître accepter comme horizon son éclatement.

Cela renvoie à des débats de presque un siècle. Léon Trotsky examinait ainsi les suites possibles de la Première guerre mondiale : « *... la nécessité de s'accorder sur le plan économique, obligerait les principales puissances à s'unir contre les nations faibles et, cela va de soi, avant tout contre les masses laborieuses. Nous avons montré déjà les obstacles énormes que rencontrerait la réalisation de ce programme. Le franchissement de ces obstacles, même à demi, signifierait la création d'un trust impérialiste des puissances européennes, d'une camaraderie de rapaces... Si les puissances capitalistes se réunissaient en un trust, ce serait un pas de fait par rapport à la situation actuelle, car ce serait une base matérielle et collective pour le mouvement ouvrier. Dans ce cas, le prolétariat aurait à lutter non pas pour le retour à un gouvernement national, mais pour la conversion du trust impérialiste en une fédération démocratique européenne.* » (6)

On peut discuter de la pertinence concrète des analyses de Trotsky à l'époque. Mais la préoccupation qui les sous-tendait demeure pertinente. Certes, comme cela a été dit plus haut, l'Union européenne est un projet capitaliste, et cela s'est renforcé avec l'Acte unique et l'euro. Mais cela ne réduit pas le caractère illusoire, voire dangereux, des replis nationaux.

En fait, la question est : comment l'Europe, et plus particulièrement la zone Euro, peut-elle survivre à la crise ? Cette crise est une « *grande crise* », « *la crise de notre temps* » pour reprendre les termes de Callinicos. On pourrait énoncer les différentes trajectoires potentielles de la façon suivante en essayant de ne pas mélanger possible et souhaitable :

● le scénario réaliste aujourd'hui à l'œuvre « *à l'allemande* » est celui d'un ajustement fondé sur la « *sauvagerie sociale* » (7) et le

scénario « à la Hollande » n'en constitue qu'une variante ;

- ces scénarios durs ont une rationalité (contrairement à ce que pensent beaucoup d'économistes critiques) et ils peuvent réussir ;
- mais ils peuvent aussi buter sur les contradictions nationales et/ou sociales et aboutir à un redécoupage ou un éclatement total de la zone Euro ;
- le scénario capitaliste « coopératif et européen » est improbable ;
- les scénarios progressistes les plus probables sont vraisemblablement des scénarios nationaux mais ils ne sont pas sans risques.

## Le scénario dominant prend le risque d'une cassure

Les économistes d'inspiration keynésienne parmi les altermondialistes ont tendance à souligner les limites et les illusions des cures d'austérité auxquelles se résument aujourd'hui les recettes macro-économiques prônées par l'Union européenne dont la Troïka (BCE, Commission, FMI) constitue désormais le bras armé. Il est effet parfaitement exact que l'austérité au nom de la dette pèse sur l'activité et les recettes publiques et donc rend plus difficile la réduction des déficits. Mais s'en tenir là serait une analyse superficielle. L'économiste Costas Lapavistas a tenté de mettre en lumière le noyau rationnel de la politique allemande : « En insistant pour que tout le monde "devienne Allemand" ils [les dirigeants allemands] disent fondamentalement que les pays déficitaires devraient accepter une austérité permanente accompagnée d'une pression sans relâche sur les travailleurs. Ils espèrent probablement que cela conduira à un nouvel équilibre en Europe fondé sur une baisse des revenus, et peut-être, après plusieurs années, seraient ainsi réunies des conditions renouvelées pour une croissance générale. » (8)

En fait, comme l'avait énoncé Yves Salesse (9), l'Union européenne est sans nul doute une Europe capitaliste mais ce n'est pas « l'Europe du capital » au sens où les grandes entreprises européennes ne sont pas la force motrice de sa construction. Le grand capital européen, financier mais aussi industriel, s'est mondialisé et raisonne à ce niveau les alliances entre firmes. Les rapprochements parfois intervenus entre des firmes européennes ne visent pas à constituer des « champions européens » et se comprennent surtout au regard de l'état du marché mondial. Dans ce cadre, on peut penser que les capitalistes européens ont les yeux braqués plutôt sur leurs concurrents américains, japonais, chinois, etc. De façon, générale, le



lien de ces firmes avec un territoire s'est distendu. Une part importante de leurs profits est réalisé sur les marchés extra-européens et leur nationalité ne reprend de l'importance qu'en période de crise : pour obtenir des aides ; pour faire soutenir leurs intérêts dans des négociations commerciales internationales ; pour voir leurs ventes facilitées par un Président ou un Premier ministre transformé en voyageur de commerce. La décision récente d'Airbus d'implanter un site d'assemblage aux États-Unis (à Mobile en Alabama) est à cet égard emblématique. Il s'agit de limiter les risques de pertes liés aux variations du taux de change du dollar, d'accéder plus facilement aux contrats du ministère de la défense américain grâce aux emplois créés. De plus, le choix de l'Alabama est celui d'un État où l'implantation syndicale est rendue difficile par la réglementation locale (10). Pourtant, au départ, Airbus est le cas typique d'un projet européen initié en 1969 par les gouvernements français et allemand (après le retrait britannique).

De ce point de vue, l'idée d'imposer aux peuples européens un carcan budgétaire et la remise en cause de leur modèle social a une rationalité. Une première expérience a été faite en Allemagne avec les réformes Hartz évoquées ci-dessus qui ont fortement amélioré la compétitivité de l'industrie au prix de coûts sociaux importants et d'une progression des inégalités.

Comme le reconnaît Lapavistas, ce scénario peut très bien déboucher sur une rupture de la zone Euro, même si la bourgeoisie allemande tire profit de son existence. Si on fait une analogie avec les États-Unis à la fin de la deuxième guerre mondiale, ceux-ci ont déboursé des sommes importantes (à travers le Plan Marshall), face à l'URSS, pour construire une architecture internationale qui, politiquement, militairement et économi-

quement, leur convenait. On pourrait imaginer que la bourgeoisie et l'État allemand fassent un choix analogue en Europe. Cela supposerait un peu moins d'austérité et des règles plus souples pour le fonctionnement de la Banque centrale européenne et des nouveaux fonds dits de « stabilité » (Fonds européen de stabilité financière et Mécanisme européen de stabilité). Cela limiterait, mais ne supprimerait pas (pour les raisons structurelles exposées par Michel Husson), les risques de redécoupage ou d'éclatement de la zone.

## Pas de « New Deal » européen

La configuration de cette rupture éventuelle de la zone Euro dépendra fondamentalement des résistances sociales dans les pays soumis à des cures d'austérité renforcée. Il est impossible d'en prévoir les modalités et les conséquences qui peuvent être dévastatrices pour l'ensemble de la zone. Mais pour l'instant, en adéquation avec les secteurs dominants de l'industrie et de la finance, c'est la ligne dure qui prévaut.

Un « New Deal » progressiste européen, ce que Michel Husson qualifie d'« harmonisation coopérative » apparaît pour le moins

8. « Les travailleurs n'ont aucun intérêt à sauver l'Euro », interview, *International Socialism* n° 133, janvier 2012. <http://www.isj.org.uk/index.php4?id=776&issue=133>

9. Yves Salesse, *Propositions pour une autre Europe*, Éditions du Félin, Paris 1997.

10. « Qu'Airbus construise une usine est en fait positif », a estimé Paul Shearon, secrétaire-trésorier de la Fédération internationale des ingénieurs professionnels et techniciens, une organisation basée à Washington regroupant des syndicats d'ingénieurs américains et canadiens. « Mais je pense qu'il est extrêmement dommage qu'une compagnie aussi prospère qu'Airbus avec une main-d'œuvre syndicalisée choisisse un État antisindical pour construire cette usine. C'est incompréhensible », a-t-il dit. » *Reuters*, 3 juillet 2012.



improbable, comme il le dit lui-même. Il n'existe pas pour l'instant de secteur essentiel de la bourgeoisie qui le soutienne et il n'y a pas de pression effective du mouvement ouvrier européen en ce sens. Certes, pour la première fois, la Confédération européenne des syndicats (CES) s'oppose à un traité européen en rejetant le Traité budgétaire qualifié de « *traité de l'austérité permanente* ». Après le sommet européen des 28 et 29 juin dernier, sa secrétaire générale Bernadette Ségol a déclaré : « *Les banques seront peut-être sauvées, mais nous ne voyons rien qui puisse sauver les salaires, la protection sociale et les services publics. Le pacte pour la croissance ne prévoit rien de vraiment nouveau.* » Mais il y a une marge entre de telles déclarations, plus radicales que par le passé, et la préparation de mou-

vements d'ensemble des salariés européens. Mouvements d'ensemble qui iraient au-delà de journées d'action où les manifestations tendent à se substituer aux grèves et face auxquelles (comme le montrent les cas de l'Espagne et du Portugal) les pouvoirs ne sont pas prêts à faire la moindre concession.

Donc, au grand dam de ceux qui y voient la seule solution rationnelle, il n'y aura pas de « *New Deal* » au niveau européen, sauf développement imprévu. Et les antilibéraux radicaux et anticapitalistes sont trop faibles et trop peu coordonnés au niveau européen pour peser pour des solutions radicales. Le mouvement altermondialiste n'est plus capable de manifestations comme celle de Gênes en 2001 où ont convergé jeunes et travailleurs (et qui a fait l'objet d'une forte répression policière). Le mouvement des

indignés a, pour l'instant, de sérieuses difficultés à accumuler des forces pour rebondir.

### Vers des crises nationales ?

Reste donc l'hypothèse de « *grandes crises nationales* » qui conduise, dans certains États, à une situation où ceux d'en haut ne peuvent plus gouverner comme avant et où ceux d'en bas ne supportent plus d'être opprimés comme avant. Parmi les bourgeoisies européennes, il y aura des gagnants et des perdants aux politiques d'austérité et de mondialisation : des gagnants dans les secteurs les plus internationalisés, des perdants, par exemple dans les PME, certaines professions libérales et les bureaucraties étatiques ou régionales. La remise en cause des acquis sociaux, le démantèlement du droit du travail pèseront sur ceux d'en bas. La Grèce donne un avant-goût de ce que peut être une telle crise.

Dans une telle situation s'affronteront sans doute (comme en Grèce aujourd'hui) plusieurs camps : ceux prêts à continuer à jouer la carte de l'austérité dans le cadre de l'Union européenne, des nationalistes et les anticapitalistes (avec, bien entendu, au niveau politique, beaucoup de nuances intermédiaires). Les anticapitalistes devront être en état de peser et de rassembler un front social et politique, à la fois par leur radicalité et leur capacité à apporter une solution en terme de pouvoir politique et de gestion de la société. Pour ce qui est de l'Europe, ils devront se faire les porteurs, comme l'écrit Michel Husson, d'« *une rupture unilatérale avec l'Europe réellement existante au nom d'un autre projet pour l'Europe* ». Cela supposera des mesures unilatérales, contradictoires aux traités européens à la fois pour améliorer les conditions de vie et jeter les bases d'un développement social et écologique, mais avec simultanément la volonté d'aider à la mobilisation dans les autres pays, d'élargir le processus entamé dans un État. Ceci sans tomber, pour citer à nouveau « *Le programme pour la paix* » de Trotsky, dans le travers social-patriote : « *Il ne faut pas oublier que le social-patriotisme, à côté d'un réformisme vulgaire, contient un messianisme national-révolutionnaire qui regarde son propre pays — à cause de son industrie ou de ses formes démocratiques ou de ses conquêtes révolutionnaires — comme le seul appelé à guider l'humanité vers le socialisme ou la démocratie.* » Car c'est bien une autre Europe qu'il s'agit de construire. ■

Paris, le 18 juillet 2012

